

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 juillet 2002 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 5 mai 2003;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Emploi et du Tourisme et du Ministre flamand de l'Economie, de la Politique extérieure, du Commerce extérieur et du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 92 de l'arrêté est modifié comme suit :

« Art. 92. Une subvention annuelle est octroyée à la plate-forme de concertation pour l'économie plurielle, sur présentation d'un plan d'action approuvé, afin de couvrir les frais de personnel et de fonctionnement en fonction de l'accomplissement des tâches énumérées à l'article 90 du présent arrêté.

Des tâches peuvent être données en sous-traitance, tant aux membres qu'à des non-membres.

Le plan d'action doit être communiqué à l'administration au plus tard le 1^{er} novembre de l'année qui le précède.

Le Gouvernement flamand fixe annuellement le montant de la subvention sur la base d'un plan d'action approuvé. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2003.

Bruxelles, le 9 mai 2003.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAEL

Le Ministre Vice-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand de l'Emploi et du Tourisme,

R. LANDUYT

Le Ministre flamand de l'Economie, de la Politique extérieure, du Commerce extérieur et du Logement,

J. GABRIELS

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 2453

[C — 2003/31328]

30 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 40, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale des 25 avril et 19 septembre 2002 et ceux du 26 septembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 1997 déterminant les modalités particulières d'application des mesures de redistribution du travail applicables aux membres du personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 février 1998;

Considérant la Directive 92/85 du conseil de l'Union européenne du 19 octobre 1992 concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail;

Considérant la Directive 96/34 du conseil de l'Union européenne du 3 juin 1996 concernant l'accord-cadre sur le congé parental conclu par l'UNICE, le CEEP et la CES et son annexe;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 21 juin 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 juillet 2001;

Vu l'accord du Ministre fédéral des Pensions donné le 29 novembre 2001;

Vu l'accord du Conseil des Ministres fédéral, donné le 20 juin 2002;

Vu le protocole n° 2002/ 25 du comité de secteur XV du 7 octobre 2002;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 2453

[C — 2003/31328]

30 APRIL 2003. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 40, § 1;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april en 19 september 2002 en deze van 26 september 2002;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 maart 1997 tot bepaling van de specifieke nadere regelen ter uitvoering van de maatregelen tot herverdeling van de arbeid toepasseljk op de personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 februari 1998;

Gezien de Richtlijn 92/85 van de Raad van de Europese Unie van 19 oktober 1992 inzake de invoering van maatregelen betreffende het bevorderen van de verbetering van de veiligheid en gezondheid op het werk van de werknemers die zwanger zijn, of bevallen zijn of borstvoeding geven;

Gezien de Richtlijn 96/34 van de Raad van de Europese Unie van 3 juni 1996 betreffende de door UNICE, het CEEP en het EVV gesloten raamovereenkomst inzake ouderschapsverlof en haar bijlage;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 juni 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 10 juli 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de federale Minister van Pensioenen van 29 november 2001;

Gelet op het akkoord van de federale Ministerraad, gegeven op 20 juni 2002;

Gelet op protocol nr. 2002/ 25 van sectorcomité XV van 7 oktober 2002;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 34.355/2, donné le 3 février 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du ministre de la Fonction publique,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de la sous-section 2 de la section 3 du chapitre I^{er} du titre VII du Livre I^{er} de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, les mots "ou invalidité" sont supprimés.

Art. 2. L'alinéa 1^{er} du § 4 de l'article 157 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 26 septembre 2002 portant 1^{ère} modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale est complété par les mots ", ni aux prestations réduites pour convenances personnelles visées aux articles 174 à 174ter. »

Art. 3. A l'article 158 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots "ou invalidité" sont supprimés;

2^o les mots "auprès du service de contrôle médical visé à l'article 222" sont insérés entre les mots "examen médical" et les mots ", dans le courant du mois correspondant";

3^o l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Si l'agent ne comparait pas devant le service de contrôle médical prévu par l'article 222 à l'époque fixée par l'alinéa 1^{er}, le paiement de son traitement d'attente est suspendu depuis cette époque jusqu'à sa comparution. »

Art. 4. A l'article 159, alinéa 2 du même arrêté, les mots "ou invalidité" sont supprimés.

Art. 5. A l'article 160, alinéa 2 du même arrêté, les mots "ou invalidité" sont supprimés.

Art. 6. L'article 162 du même arrêté est complété par les deux alinéas suivants :

« Par dispense de service, il y a lieu d'entendre l'autorisation accordée à l'agent de s'absenter pendant les heures de service pour une durée déterminée avec maintien de ses droits.

A l'exception des cas prévus dans le présent arrêté, le secrétaire général ou le secrétaire général adjoint ou l'agent désigné par lui accorde les congés et dispenses de service. »

Art. 7. Dans l'intitulé du chapitre III du titre VII du Livre premier, les mots "de l'interruption de carrière et" sont insérés entre les mots "dans le cadre" et "de la redistribution du travail".

Art. 8. L'intitulé de la section 2 du Livre premier, titre VII, chapitre III est remplacé comme suit : "Section 2. Des congés dans le cadre de la redistribution du travail".

Art. 9. Il est inséré dans la section 2 du Livre premier, titre VII, chapitre II, une sous-section première, intitulée : "Sous-Section première. Dispositions communes".

Art. 10. L'article 169 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 169, § 1^{er}. En vertu de la loi du 10 avril 1995 relative à la distribution du travail dans le secteur public et de l'arrêté royal du 10 avril 1995 portant exécution de la loi du 10 avril 1995 relative à la distribution du travail dans le secteur public ainsi que de toutes les dispositions qui les modifieraient ou les remplaceraient, l'agent peut bénéficier du régime de la semaine volontaire de quatre jours et du régime du départ anticipé à mi-temps.

§ 2. Ont droit aux régimes de la semaine volontaire de quatre jours ou du départ anticipé à mi-temps, les agents titulaires d'un grade de recrutement.

Gelet op het besluit van de Regering over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies 34.355/2 van de Raad van State, gegeven op 3 februari 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de minister van Openbaar Ambt,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het opschrift van onderafdeling 2 van afdeling 3 van hoofdstuk I van titel VII van Boek I van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldiging van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden de woorden « of invaliditeit » opgeheven.

Art. 2. Het eerste lid van § 4 van artikel 157 van hetzelfde besluit gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 tot eerste wijziging van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt aangevuld met de woorden « , noch aan verminderde prestaties om persoonlijke redenen bedoeld in de artikelen 174 tot 174ter. »

Art. 3. Artikel 158 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1^o de woorden « of invaliditeit » worden opgeheven;

2^o de woorden « door de medische controledienst bedoeld in artikel 222 » worden ingevoegd tussen de woorden « onderzocht » en de woorden « in de loop »;

3^o het artikel wordt aangevuld met volgend lid :

« Verschijnt de ambtenaar niet voor de medische controledienst bedoeld in artikel 222 op het tijdstip bepaald in het eerste lid, dan wordt de uitkering van zijn wachtgeld vanaf dat tijdstip geschorst tot hij verschijnt. »

Art. 4. In artikel 159, tweede lid van hetzelfde besluit worden de woorden « of invaliditeit » opgeheven.

Art. 5. In artikel 160, tweede lid van hetzelfde besluit worden de woorden « of invaliditeit » opgeheven.

Art. 6. Artikel 162 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende leden :

« Onder dienstvrijstelling wordt verstaan de toestemming gegeven aan een ambtenaar om gedurende de diensturen afwezig te zijn voor een bepaalde duur met het behoud van al zijn rechten.

Met uitzondering van de in dit besluit bepaalde gevallen worden de verloven en dienstvrijstellingen door de secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal of de door hem aangewezen ambtenaar toegekend. »

Art. 7. In het opschrift van hoofdstuk III van titel VII van Boek I worden de woorden « van loopbaanonderbreking en » ingevoegd tussen de woorden « De verloven » en « van arbeidsherverdelende aard ».

Art. 8. Het opschrift van afdeling 2 van Boek 1, Titel VII, hoofdstuk III wordt als volgt vervangen : « Afdeling 2. Verlof in het kader van de arbeidsherverdeling ».

Art. 9. In afdeling 2 van Boek I, titel VII, hoofdstuk II, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, luidende : « Onderafdeling 1. Gemeenschappelijke bepalingen ».

Art. 10. Artikel 169 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 169, § 1. Krachtens de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector en het koninklijk besluit van 10 april 1995 ter uitvoering van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector alsmede van alle bepalingen die deze regeling mochten wijzigen of vervangen, kan de ambtenaar verlof krijgen onder het stelsel van de vrijwillige vierdagenweek en onder het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding.

§ 2. De ambtenaren die houder zijn van een wervingsgraad hebben recht op de stelsels van de vrijwillige vierdagenweek of de halftijdse vervroegde uittreding.

Peuvent bénéficier de ces régimes les agents titulaires d'un grade de promotion, moyennant l'autorisation du secrétaire général ou du secrétaire général adjoint.

Sont exclus de ces régimes les agents titulaires d'un mandat.

§ 3. Ce congé n'est pas rémunéré et est, pour le surplus, assimilé à une période d'activité de service. »

Art. 11. L'article 170 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 170. L'agent peut bénéficier du congé selon les modalités suivantes :

1° l'agent qui désire bénéficier de ce congé introduit une demande auprès de son chef de service;

2° la demande est introduite au moins trois mois avant le début du congé. Ce délai peut être réduit de commun accord. La demande contient une proposition de calendrier précisant le régime des prestations de travail;

3° la période de congé prend cours le premier jour du premier mois d'un trimestre. »

Art. 12. Après l'article 170, il est inséré une nouvelle sous-section 2, intitulée : "Du régime de la semaine volontaire de quatre jours".

Art. 13. L'intitulé de la section 3 du Livre premier, titre VII, chapitre III du même arrêté est supprimé.

Art. 14. L'article 171 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 171. L'agent occupé à temps plein bénéficie de la semaine volontaire de quatre jours pendant une période ininterrompue d'au moins un an. »

Art. 15. L'article 172 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 172, § 1^{er}. Le calendrier de travail proposé par l'agent est examiné en tenant compte du fonctionnement du service.

§ 2. L'agent peut mettre fin au régime de la semaine volontaire de quatre jours moyennant un préavis de trois mois, communiqué par lettre recommandée au secrétaire général ou au secrétaire général adjoint, à moins que celui-ci n'accepte un délai plus court.

§ 3. Le remplacement de l'agent qui bénéficie du congé par un chômeur au sens de la loi du 10 avril 1995 précitée s'effectue au plus tôt dans le mois où le deuxième membre du personnel opte pour la semaine de quatre jours et au plus tard dans le mois où le cinquième membre du personnel opte pour la semaine de quatre jours. »

Art. 16. Après l'article 172, il est inséré une nouvelle sous-section 3, intitulée "Du départ anticipé à mi-temps".

Art. 17. L'article 173 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 173. Les prestations à mi-temps sont accomplies selon les modalités suivantes :

- soit chaque jour;
- soit selon une autre répartition sur la semaine.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, le ministre peut décider d'une répartition par mois pour certaines fonctions qu'il détermine.

Le remplacement de deux agents qui font usage du droit au départ anticipé à mi-temps intervient dans un délai d'un mois à compter du jour où le deuxième agent entame sa période de congé pour départ anticipé à mi-temps. »

Art. 18. Il est inséré après l'article 173, un nouveau chapitre IIIbis dans le titre VII du Livre I^{er}, intitulé "Des prestations réduites pour convenances personnelles".

Art. 19. L'article 174 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 174, § 1^{er}. Ont droit aux prestations réduites pour convenances personnelles, les agents titulaires d'un grade de recrutement.

Peuvent bénéficier de ces congés les agents titulaires d'un grade de promotion, moyennant l'autorisation du secrétaire général ou du secrétaire général adjoint.

Sont exclus de ces congés les agents titulaires d'un mandat.

De houders van een bevorderingsgraad kunnen deze stelsels genieten, met toestemming van de secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal.

De mandaathouders worden van deze stelsels uitgesloten.

§ 3. Dit verlof is niet bezoldigd en wordt voor het overige gelijkgesteld met dienstactiviteit. »

Art. 11. Artikel 170 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 170. De ambtenaar kan het verlof genieten overeenkomstig volgende regeling :

1° de ambtenaar die gebruik wenst te maken van dit verlof, dient daartoe bij zijn diensthoofd een aanvraag in;

2° de aanvraag geschiedt minstens drie maanden vóór de aanvang van de periode van het verlof. Deze termijn kan in gemeenschappelijk overleg worden ingekort. Deze aanvraag bevat een voorstel van werkschema waarin bepaald wordt hoe de arbeidsprestaties worden geregeld;

3° de periode van het verlof neemt een aanvang op de eerste dag van de eerste maand van een trimester. »

Art. 12. Na artikel 170 wordt een nieuwe onderafdeling 2 ingevoegd, luidende « Het stelsel van de vrijwillige vierdaagse werkweek ».

Art. 13. Het opschrift van de afdeling 3 van Boek I, titel VII, hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 14. Artikel 171 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 171. De ambtenaar die voltijds werkt geniet de vrijwillige vierdaagse werkweek gedurende een ononderbroken periode van ten minste één jaar. »

Art. 15. Artikel 172 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 172, § 1. Het door de ambtenaar voorgestelde werkschema wordt onderzocht rekening houdend met de werking van de dienst.

§ 2. De ambtenaar kan een einde maken aan de regeling van de vrijwillige vierdaagse werkweek met een inachtneming van een opzegging van drie maanden die per aangetekend schrijven aan de secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal ter kennis wordt gebracht, tenzij deze een kortere termijn aanvaardt.

§ 3. De vervanging van de ambtenaar die het verlof geniet door een werkloze in de zin van voormelde wet van 10 april 1995 heeft ten vroegste plaats in de maand waarin het tweede personeelslid voor de vierdaagse werkweek kiest en uiterlijk in de maand waarin het vijfde personeelslid voor de vierdaagse werkweek kiest. »

Art. 16. Na artikel 172 wordt een nieuwe onderafdeling 3 ingevoegd, luidende : « De halftijdse vervroegde uittreding ».

Art. 17. Artikel 173 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 173. De halftijdse prestaties worden verricht op de volgende wijze :

- ofwel elke dag;
- ofwel volgens een andere verdeling over de week.

In afwijking van het eerste lid kan de minister beslissen voor sommige door hem bepaalde ambten een indeling van de dienstprestaties per maand op te leggen.

Wanneer twee ambtenaren gebruik maken van het recht op halftijdse vervroegde uittreding, worden zij vervangen binnen een termijn van een maand die ingaat de dag dat het verlof voor halftijdse vervroegde uittreding van de tweede ambtenaar aanvangt. »

Art. 18. Na artikel 173 wordt er in titel VII van Boek I een nieuw hoofdstuk IIIbis ingevoegd, luidende : « Verminderde prestaties om persoonlijke redenen ».

Art. 19. Artikel 174 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 174, § 1. De ambtenaren die houder zijn van een wervingsgraad hebben recht op de verminderde prestaties om persoonlijke redenen.

De houders van een bevorderingsgraad kunnen deze verlopen genieten, met toestemming van de secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal.

De mandaathouders worden van deze verlopen uitgesloten.

§ 2. L'agent est tenu d'accomplir la moitié, les deux tiers, les trois quarts ou les quatre cinquièmes de la durée de prestations qui lui sont normalement imposées.

Ces prestations s'effectuent soit chaque jour, soit selon une autre répartition fixée sur la semaine.

En dérogation à l'alinéa 2, le ministre peut décider d'une répartition par mois pour certaines fonctions qu'il détermine.

Les prestations réduites doivent toujours prendre cours au début du mois.

§ 3. L'autorisation d'exercer des prestations réduites est accordée pour une période de trois mois au moins et de vingt-quatre mois au plus. Des prorogations de trois mois au moins et de vingt-quatre mois au plus peuvent être accordées. Chaque prorogation est subordonnée à une demande de l'agent intéressé, introduite au moins un mois avant l'expiration du congé en cours.

§ 4. Le calendrier de travail est fixé selon les mêmes modalités que celles visées aux articles 170, 2° et 172 § 1^{er}.

§ 5. L'agent peut reprendre ses fonctions à temps plein avant l'expiration de la période accordée moyennant un préavis de trois mois à moins que le secrétaire général ou le secrétaire général adjoint n'accepte un délai plus court. »

Art. 20. Un article 174bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 174bis. § 1^{er}. Durant la période d'absence, l'agent bénéficiaire du régime de prestations réduites pour convenances personnelles est en non-activité. Il peut néanmoins faire valoir ses titres à la promotion, ainsi qu'à la carrière fonctionnelle accélérée, proportionnellement aux services qu'il preste.

La promotion à un grade supérieur met fin d'office à l'autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites.

§ 2. L'agent bénéficie du traitement dû en raison des prestations réduites.

Le traitement de l'agent qui a atteint l'âge de cinquante ans et de l'agent qui a la charge d'au moins deux enfants n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans accomplis, est augmenté du cinquième du traitement qui aurait été dû pour les prestations qui ne sont pas fournies. »

Art. 21. Un article 174ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art 174ter. L'autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites est suspendue dès que l'agent obtient un des congés suivants :

1° le congé de maternité, le congé de paternité, le congé parental et le congé d'accueil;

2° le congé pour motifs impérieux d'ordre familial;

3° le congé pour accomplir un stage ou une période d'essai;

4° le congé pour présenter sa candidature aux élections;

5° le congé pour remplir en temps de paix des prestations au Corps de protection civile;

6° le congé pour exercer une fonction dans un cabinet ministériel;

7° le congé pour mission;

8° le congé pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu d'une assemblée législative fédérale, communautaire ou régionale ou auprès du président d'un de ces groupes;

9° le congé visé à l'article 77, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités. »

§ 2. De ambtenaar moet de helft, twee derden, drie vierden of vier vijfden van de prestaties volbrengen die hem normaal worden opgelegd.

Deze prestaties worden ofwel elke dag ofwel volgens een andere vaste verdeling over de week verricht.

In afwijking van het tweede lid kan de minister beslissen voor sommige door hem bepaalde ambten een indeling van de dienstprestaties per maand op te leggen.

De verminderde prestaties moeten steeds een aanvang nemen bij het begin van de maand.

§ 3. De machtiging om verminderde prestaties te leveren wordt toegekend voor een periode van ten minste drie en ten hoogste vierentwintig maanden. Verlengingen van minstens 3 maanden en maximum 24 maanden kunnen worden toegekend. Voor elke verlenging wordt een aanvraag van het betrokken personeelslid vereist. Zij moet ten minste een maand voor het verstrijken van het lopende verlof worden ingediend.

§ 4. Het werkschema wordt op dezelfde wijze bepaald als geregeld in de artikelen 170, 2° en 172 § 1.

§ 5. De ambtenaar kan zijn ambt volledig hervatten voordat de toegestane periode verstrijkt met inachtneming van een opzegperiode van drie maanden tenzij de secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal een kortere periode aanvaardt. »

Art. 20. In hetzelfde besluit wordt een artikel 174bis ingevoegd, luidende :

« Art. 174bis. § 1. Tijdens de afwezigheidsperiode is de ambtenaar die gebruik maakt van de regeling van verminderde prestaties om persoonlijke redenen op non-activiteit. Hij kan niettemin zijn aanspraken op bevordering doen gelden alsook op de versnelde functionele loopbaan, naar rata van de verrichte dienstprestaties.

De bevordering tot een hogere graad maakt een einde aan de machtiging tot het uitoefenen van zijn ambt met verminderde prestaties.

§ 2. De ambtenaar geniet de wedde die verschuldigd is voor de verminderde prestaties.

De wedde van de ambtenaar, die de leeftijd van vijftig jaar heeft bereikt en de ambtenaar die ten minste twee kinderen die niet de volle leeftijd van vijftien jaar bereikt hebben ten laste heeft, wordt vermeerderd met het vijfde van de wedde die verschuldigd zou zijn voor de prestaties die niet worden verstrekt. »

Art. 21. In hetzelfde besluit wordt een artikel 174ter ingevoegd, luidende :

« Art 174ter. De machtiging om verminderde prestaties te verrichten wordt opgeschort zodra de ambtenaar één van de volgende verloven bekomt :

1° het bevallingsverlof, vaderschapsverlof, ouderschapsverlof en opvangverlof;

2° het verlof om dwingende redenen van familiaal belang;

3° het verlof om een stage of een proefperiode te vervullen;

4° het verlof om kandidaat te zijn voor de verkiezingen;

5° het verlof om in vreedstijd prestaties te verrichten bij het korps Civiele Bescherming;

6° het verlof om een ambt uit te oefenen bij een ministerieel kabinet;

7° het verlof voor opdracht;

8° het verlof voor werkzaamheden bij een erkende politieke fractie in een federale wetgevende vergadering of een wetgevende vergadering van een Gemeenschap of een Gewest of bij de voorzitter van één van die groepen;

9° het verlof bedoeld in artikel 77, § 1, van het koninklijk besluit van 28 september 1984 houdende de uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel. »

Art. 22. Dans l'alinéa 2 de l'article 177 du même arrêté, les mots "un parent, un allié," sont remplacés par les mots "un parent soit de l'agent, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple,".

Art. 23. A l'article 178 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Si l'agent a utilisé les quatre jours ouvrables visés à l'article 177, alinéa 1^{er} ou s'il a utilisé intégralement les jours ouvrables prévus à l'article 175, il a droit à deux jours ouvrables supplémentaires, pour les mêmes motifs et dans les mêmes conditions qu'à l'article 177. »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 24. A l'article 180 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant 1^{ère} modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est complété comme suit : "dont les modalités sont fixées par le ministre ou son délégué.";

2° l'article est complété par l'alinéa suivant : "La moyenne du temps de travail maximum ne peut dépasser 38 heures par semaine. »

Art. 25. L'article 184 du même arrêté est complété par un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Les congés visés au présent article sont assimilés à une période d'activités de service. »

Art. 26. L'article 185 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 185. L'agent obtient, dans les limites fixées ci-après, un congé à l'occasion des événements suivants :

1° le mariage de l'agent : 4 jours ouvrables;

2° l'accouchement de l'épouse ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple au moment de l'événement : 14 jours ouvrables;

3° le décès du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vivait en couple : 4 jours ouvrables;

4° le décès d'un parent au premier degré soit de l'agent, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple : 4 jours ouvrables;

5° le mariage d'un enfant de l'agent ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple : 2 jours ouvrables;

6° le décès d'un parent, à quelque degré que ce soit, soit de l'agent, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple, habitant sous le même toit que l'agent : 2 jours ouvrables;

7° le décès d'un parent au deuxième degré, soit de l'agent, soit du conjoint ou de la personne avec laquelle l'agent vit en couple, n'habitant pas sous le même toit que l'agent : 1 jour ouvrable.

Si l'événement se produit au cours d'une période de travail à temps partiel, la durée du congé est réduite à due concurrence. »

Art. 27. L'article 187 du même arrêté est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Si le congé pour des motifs impérieux d'ordre familial est pris au cours d'une période de travail à temps partiel, sa durée est réduite à due concurrence. »

Art. 28. L'article 189 du même arrêté est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« A l'issue du congé parental, l'agent a le droit de retrouver son poste de travail ou, en cas d'impossibilité, un travail équivalent ou similaire. »

Art. 22. In het tweede lid van artikel 177 van dit besluit, worden de woorden « een bloed- of aanverwant, » vervangen door de woorden « een bloedverwant hetzij van de ambtenaar, hetzij van de echtgenoot of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft, ».

Art. 23. Het eerste lid van artikel 178 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Indien de ambtenaar de in artikel 177, eerste lid bedoelde vier werkdagen heeft opgebruikt of indien hij volledig de werkdagen waarin artikel 175 voorziet heeft opgebruikt, heeft hij recht op twee bijkomende werkdagen om dezelfde redenen en onder dezelfde voorwaarden als deze bepaald in artikel 177. »;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 24. Artikel 180 van hetzelfde besluit gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 26 september 2002 tot eerste wijziging van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt : « waarvan de modaliteiten worden vastgesteld door de minister of zijn gemachtigde. »;

2° het artikel wordt aangevuld met volgend lid : « De maximum gemiddelde werktijd mag de 38 uren per week niet overschrijden. »

Art. 25. Artikel 184 van hetzelfde besluit wordt met een § 4 aangevuld, luidende :

« § 4. De verloven bedoeld in dit artikel worden gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. »

Art. 26. Artikel 185 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 185. De ambtenaar bekomt verlof, binnen de hierna gestelde perken, naar aanleiding van de volgende gebeurtenissen :

1° het huwelijk van de ambtenaar : 4 werkdagen;

2° de bevalling van de echtgenote of van de persoon met wie de ambtenaar op het tijdstip van de gebeurtenis samenleeft : 14 werkdagen;

3° het overlijden van de echtgenoot of van de persoon met wie de ambtenaar samenleefde : 4 werkdagen;

4° het overlijden van een bloedverwant in de eerste graad hetzij van de ambtenaar, hetzij van de echtgenoot of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft : 4 werkdagen;

5° het huwelijk van een kind van de ambtenaar of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft : 2 werkdagen;

6° het overlijden van een bloedverwant in om het even welke graad hetzij van de ambtenaar, hetzij van de echtgenoot of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft, maar onder hetzelfde dak wonend als de ambtenaar : 2 werkdagen;

7° het overlijden van een bloedverwant in de tweede graad hetzij van de ambtenaar, hetzij van de echtgenoot of van de persoon met wie de ambtenaar samenleeft, maar niet onder hetzelfde dak wonend als de ambtenaar : 1 werkdag.

Als het voorval zich voordoet tijdens een periode van deeltijdse arbeid wordt de duur van het verlof in evenredige mate verminderd. »

Art. 27. Artikel 187 van hetzelfde besluit wordt met het tweede lid aangevuld, luidende :

« Indien het verlof wegens dwingende familiale redenen tijdens een periode van deeltijdse arbeid genomen wordt, wordt de duur van het verlof in evenredige mate verminderd. »

Art. 28. Artikel 189 van hetzelfde besluit wordt met het tweede lid aangevuld, luidende :

« Na het ouderschapsverlof heeft de ambtenaar het recht zijn functie opnieuw uit te oefenen of, indien dat onmogelijk is, een gelijkwaardige of gelijkaardige functie te bekleden. »

Art. 29. L'article 193 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 193. § 1^{er}. Le congé de maternité prévu par l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail est assimilé à une période d'activité de service.

§ 2. La rémunération due pour la période pendant laquelle l'agent féminin se trouve en congé de maternité ne peut couvrir plus de quinze semaines ou de dix-sept semaines en cas de naissance multiple.

§ 3. Les périodes d'absences pour maladie dues à la grossesse qui se situent pendant les six semaines qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement sont converties en congé de maternité pour la détermination de la position administrative de l'agent féminin.

Le présent paragraphe est également applicable lorsque les périodes d'absence pour maladie dues à la grossesse se situent pendant les huit semaines qui, en cas de naissance multiple, tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement. »

Art. 30. Un article 193*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 193*bis*. Lorsque l'agent féminin a épuisé le congé prénatal et que l'accouchement se produit après la date prévue, le congé prénatal est prolongé jusqu'à la date réelle de l'accouchement. Durant cette période, l'agent féminin se trouve en congé de maternité.

Par dérogation à l'article 193 § 2, la rémunération est due. »

Art. 31. Un article 193*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 193*ter*. Sont assimilées à des journées de travail susceptibles d'être reportées au-delà du congé postnatal les absences suivantes se situant pendant les six semaines ou, en cas de naissance multiple, pendant les huit semaines qui tombent avant le septième jour qui précède la date réelle de l'accouchement :

- 1° le congé annuel de vacances;
- 2° les jours fériés visés à l'article 184;
- 3° les congés visés aux articles 177, 178 et 185;
- 4° le congé pour motifs impérieux d'ordre familial;
- 5° les absences pour maladie à l'exclusion des absences visées à l'article 193 § 3. »

Art. 32. Un article 193*quater*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 193*quater*. En période de grossesse ou d'allaitement, les agents féminins ne peuvent effectuer du travail supplémentaire. Est à considérer comme travail supplémentaire, pour l'application du présent article, tout travail effectué au-delà de 38 heures par semaine. »

Art. 33. L'article 193*quinquies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 193*quinquies*. L'agent qui, en application des articles 42 et 43 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, est dispensé de travail, est mis d'office en congé pour la durée nécessaire. Le congé est assimilé à une période d'activité de service. »

Art. 34. Un article 193*sexies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 193*sexies*. L'article 193 ne s'applique pas en cas de fausse couche se produisant avant le 181^e jour de gestation. »

Art. 35. Un article 193*septies*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 193*septies*. § 1^{er}. Si la mère de l'enfant décède lors de l'accouchement ou durant le congé de maternité ou si elle est hospitalisée à nouveau, le père de l'enfant ou l'agent avec lequel la mère vit en couple au moment de la naissance de l'enfant obtient, à sa demande, un congé en remplacement du congé de maternité en vue d'assurer l'accueil de l'enfant.

Art. 29. Artikel 193 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 193. § 1. Het bevallingsverlof bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971 wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§ 2. De bezoldiging over de periode gedurende welke de vrouwelijke ambtenaar bevallingsverlof geniet, mag niet meer dan vijftien weken bestrijken of zeventien weken in geval van meervoudige geboorte.

§ 3. De periodes van afwezigheid wegens ziekte die te wijten zijn aan de zwangerschap gedurende de zes weken die vallen voor de zevende dag welke de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat, worden voor het bepalen van de administratieve stand van de vrouwelijke ambtenaar veranderd in bevallingsverlof.

Deze paragraaf is eveneens van toepassing op de periodes van afwezigheid wegens ziekte die te wijten zijn aan de zwangerschap gedurende de acht weken die, in geval van geboorte van een meerling, vallen vóór de zevende dag welke de werkelijke bevallingsdatum voorafgaat. »

Art. 30. In hetzelfde besluit wordt een artikel 193*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 193*bis*. Wanneer de vrouwelijke ambtenaar het prenataal verlof heeft opgebruikt en de bevalling na de voorziene datum gebeurt, wordt het prenataal verlof verlengd tot de werkelijke datum van de bevalling. Tijdens deze periode bevindt de vrouwelijke ambtenaar zich in bevallingsverlof.

In afwijking van artikel 193 § 2 is de bezoldiging verschuldigd. »

Art. 31. In hetzelfde besluit wordt een artikel 193*ter* ingevoegd, luidende :

« Art. 193*ter*. Worden gelijkgesteld met werkdagen die tot na het postnataal verlof verschoven kunnen worden, de volgende afwezigheden gedurende de zes weken of, in geval van de geboorte van een meerling, gedurende de acht weken die vallen vóór de zevende dag welke aan de werkelijke bevallingsdatum voorafgaan :

- 1° het jaarlijks vakantieverlof;
- 2° de in artikel 184 bedoelde feestdagen;
- 3° de in de artikelen 177, 178 en 185 bedoelde verloven;
- 4° het verlof om dwingende redenen van familiaal belang;

5° De afwezigheden wegens ziekte met uitsluiting van de afwezigheden bedoeld in artikel 193 § 3. »

Art. 32. In hetzelfde besluit wordt een artikel 193*quater* ingevoegd, luidende :

« Art. 193*quater*. Zwangere of borstgevende ambtenaren mogen geen overuren verrichten. Als overuren dienen, voor de toepassing van dit artikel, te worden beschouwd, alle werk bovenop de 38 uren week. »

Art. 33. In hetzelfde besluit wordt een artikel 193*quinquies* ingevoegd, luidende :

« Art. 193*quinquies*. De ambtenaar die, met toepassing van de artikelen 42 en 43 van de arbeidswet van 16 maart 1971 is vrijgesteld van arbeid, wordt ambtshalve in verlof gesteld voor de nodige periode. Dit verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. »

Art. 34. In hetzelfde besluit wordt een artikel 193*sexies* ingevoegd, luidende :

« Art. 193*sexies*. Het artikel 193 is niet van toepassing in geval van miskraam vóór de 181^e dag van de zwangerschap. »

Art. 35. In hetzelfde besluit wordt een artikel 193*septies* ingevoegd, luidende :

« Art. 193*septies*. § 1. Als de moeder van het kind overlijdt bij de bevalling of tijdens het moederschapverlof of als zij in het ziekenhuis wordt heropgenomen, verkrijgt de vader van het kind of de ambtenaar waarmee de moeder op het ogenblik van de geboorte van het kind samenleeft, op eigen verzoek een verlof ter vervanging van het moederschapverlof om in de opvang van het kind te voorzien.

§ 2. En cas de décès de la mère, la durée du congé en remplacement du congé de maternité est au maximum égale à la durée du congé de maternité non encore épuisée par la mère. L'agent qui est le père de l'enfant ou la personne avec laquelle la mère vit en couple au moment de la naissance de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé en remplacement du congé de maternité en informe par écrit l'autorité dont il relève dans les sept jours à dater du décès de la mère. Cet écrit mentionne la date du début de congé en remplacement du congé de maternité et sa durée probable. Un extrait de l'acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

§ 3. En cas d'hospitalisation de la mère, l'agent qui est le père de l'enfant ou la personne avec laquelle la mère vit en couple au moment de la naissance de l'enfant peut bénéficier du congé en remplacement du congé de maternité aux conditions suivantes :

1° le nouveau-né doit avoir quitté l'hôpital;

2° l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée de plus de sept jours.

Le congé en remplacement du congé de maternité ne peut débuter avant le septième jour suit le jour de la naissance de l'enfant et se termine au moment où prend fin l'hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisé par la mère.

L'agent qui est le père de l'enfant ou la personne avec laquelle la mère vit en couple au moment de la naissance de l'enfant et qui souhaite bénéficier du congé en remplacement du congé de maternité en informe par écrit l'autorité dont il relève. Cet écrit mentionne la date du début du congé et sa durée probable. La demande de congé est appuyée par une attestation certifiant la durée de l'hospitalisation de la mère au-delà des sept jours qui suivent la date de l'accouchement et la date à laquelle le nouveau-né est sorti de l'hôpital.

§ 4. Le congé du père de l'enfant ou de la personne avec laquelle la mère vit en couple au moment de la naissance de l'enfant en remplacement du congé de maternité est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service.

A partir du moment où le père de l'enfant ou la personne avec laquelle la mère vit en couple au moment de la naissance de l'enfant obtient le congé prévu par le présent article, il n'a plus droit au congé visé à l'article 185, alinéa premier, 2°.

Art. 36. L'article 196 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 196. L'agent obtient un congé pour don de moelle osseuse, d'organes ou de tissus. La durée de ce congé est celle requise par l'hospitalisation et la convalescence. Le temps nécessaire pour effectuer les examens médicaux préalables peut également être pris en compte.

La demande doit être appuyée par un certificat médical. »

Art. 37. L'article 197 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 197. Lorsque le conjoint ou la personne avec laquelle il vit en couple ou un membre de leur famille, habitant sous le même toit que l'agent est atteint d'une maladie dont son médecin établit la gravité et le haut degré de contagiosité, l'agent doit demander à son médecin de contacter le médecin-chef du centre médical du service de contrôle médical du Service de Santé Administratif dont relève l'agent afin de déterminer de commun accord les mesures préventives les mieux appropriées, en ce compris la chimioprophylaxie et les congés éventuels. »

Art. 38. A l'article 202, alinéa premier du même arrêté, les mots "d'un mois au moins et" sont insérés entre les mots "pour une période" et les mots "de six mois au plus".

Art. 39. Il est inséré dans la section 3 du Livre premier, titre VII, chapitre V du même arrêté, intitulée "du congé pour mission" comprenant les articles 207 à 215, modifiés par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant 1ère modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, les dispositions suivantes qui remplacent les articles 207 à 212, les articles 213 à 215 étant maintenus :

« Art. 207. § 1^{er}. Le Gouvernement peut, avec l'accord de l'agent, charger ce dernier d'une mission.

§ 2. In geval van overlijden van de moeder is de duur van het verlof ter vervanging van het moederschapverlof ten hoogste gelijk aan de duur van het bevallingsverlof dat de moeder nog niet opgebruikt had. De ambtenaar die vader van het kind is of de persoon waarmee de moeder op het ogenblik van de geboorte van het kind samenleeft en die het verlof ter vervanging van het moederschapverlof wenst te genieten stelt daar schriftelijk de overheid waaronder hij ressorteert van op de hoogte binnen zeven dagen vanaf het overlijden van de moeder. De brief waarin hij dat doet vermeldt de begindatum en de vermoedelijke duur van het verlof ter vervanging van het moederschapverlof. Hij legt zo spoedig mogelijk een uittreksel uit de overlijdensakte van de moeder voor.

§ 3. In geval van hospitalisatie van de moeder kan de ambtenaar die vader van het kind is of de persoon waarmee de moeder op het ogenblik van de geboorte van het kind samenleeft, een verlof ter vervanging van het moederschapverlof krijgen onder de volgende voorwaarden :

1° de pasgeborene moet het ziekenhuis verlaten hebben;

2° de hospitalisatie van de moeder moet langer dan zeven dagen duren.

Het verlof ter vervanging van het moederschapverlof kan niet aanvangen voor de zevende dag volgend op de dag van de geboorte van het kind en moet beëindigd zijn op het ogenblik dat de hospitalisatie van de moeder ten einde loopt en uiterlijk op het einde van het gedeelte van het bevallingsverlof dat door de moeder nog niet was opgebruikt.

De ambtenaar die de vader van het kind is of de persoon waarmee de moeder op het ogenblik van de geboorte van het kind samenleeft en die het verlof ter vervanging van het moederschapverlof wenst te genieten, stelt daar schriftelijk de overheid waaronder hij ressorteert van op de hoogte. De brief waarin hij dat doet vermeldt de begindatum en de vermoedelijke duur van het verlof. De verlofaanvraag wordt gestaafd met een getuigschrift dat de duur van de hospitalisatie van de moeder vermeldt bovenop de zeven dagen volgend op de datum van de bevalling en de datum waarop de pasgeborene het ziekenhuis verlaten heeft.

§ 4. Het verlof van de vader van het kind of de persoon waarmee de moeder op het ogenblik van de geboorte van het kind samenleeft ter vervanging van het moederschapverlof is bezoldigd en wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Zodra de vader van het kind of de persoon waarmee de moeder op het ogenblik van de geboorte van het kind samenleeft het verlof bedoeld in dit artikel verkrijgt, heeft hij geen recht meer op het verlof bedoeld in artikel 185, eerste lid, 2°.

Art. 36. Artikel 196 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 196. De ambtenaar krijgt verlof voor het afstaan van beenmerg, van organen of van weefsel. De duur van dit verlof is die van de ziekenhuisopname en het vereiste herstel. De tijd noodzakelijk voor de voorafgaande medische onderzoeken kan eveneens in aanmerking komen.

De aanvraag moet worden gestaafd door een medisch attest. »

Art. 37. Artikel 197 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 197. Wanneer de echtgenoot of de levenspartner of een inwonend familielid van de ambtenaar aan een ziekte lijdt die door zijn geneesheer als ernstig en uitermate besmettelijk wordt beschouwd, dient de ambtenaar zijn geneesheer te vragen zich tot de hoofdgeneesheer van het geneeskundig centrum van de Administratieve Gezondheidsdienst waaronder de ambtenaar ressorteert te wenden om na gemeenschappelijk overleg de meest gepaste preventieve maatregelen te treffen waaronder chemoprophylaxe en eventueel verlof. »

Art. 38. In artikel 202, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden « minstens een maand en » ingevoegd tussen de woorden « voor » en de woorden « ten hoogste zes maanden ».

Art. 39. In afdeling 3 van Boek I, titel VII, hoofdstuk V, van hetzelfde besluit, « Verlof wegens opdracht » getiteld, die de artikelen 207 tot 215 gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 tot eerste wijziging van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevat, worden, ter vervanging van de artikelen 207 tot 212, waarbij de artikelen 213 tot 215 blijven behouden, de volgende bepalingen ingevoegd :

« Art. 207. § 1. De Regering kan een ambtenaar, met zijn instemming, belasten met een opdracht.

§ 2. Un agent peut également, avec l'accord du Gouvernement, accepter une mission :

1° auprès d'un organisme d'intérêt public qui dépend de la Région de Bruxelles-Capitale;

2° auprès d'un ministère ou d'un organisme d'intérêt public qui dépend de l'autorité fédérale, d'une autre Région, d'une Communauté ou de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire flamande ou de la Commission communautaire commune;

3° internationale exercée en dehors de la Belgique, confiée soit par un des Gouvernements du Royaume ou une administration publique belge, soit par un Gouvernement étranger ou une administration publique étrangère;

4° internationale exercée en Belgique ou ailleurs, auprès d'une institution internationale;

5° dans un pays en voie de développement.

§ 3. L'agent désigné pour exercer un mandat dans un service public belge est mis d'office en mission pour la durée du mandat.

Art. 208. Le Gouvernement autorise la mission pour deux ans au plus. Il peut, à chaque fois, la prolonger au maximum de la même durée.

Art. 209. § 1^{er}. Pendant la durée d'une mission couverte par une première autorisation, l'agent est placé en congé. Ce congé pour mission n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

§ 2. Le congé est toutefois rémunéré lorsque l'agent est désigné en qualité d'expert national en vertu de la décision du 26 juillet 1988 ou du 7 janvier 1998 de la Commission des Communautés européennes fixant le régime applicable aux experts nationaux détachés auprès des services de la Commission. Il peut également être rémunéré, avec l'accord du Gouvernement, lorsque la mission est accordée dans le cadre des programmes de l'Union européenne.

Art. 210. § 1^{er}. Pendant la durée d'une mission couverte par des autorisations ultérieures, l'agent est placé en congé si la mission qu'il exerce est reconnue d'intérêt général. Ce congé pour mission n'est pas rémunéré. Il est assimilé pour le surplus à une période d'activité de service.

§ 2. Le caractère d'intérêt général est reconnu de plein droit aux missions :

1° qui comportent l'exercice d'une fonction dans un pays en voie de développement;

2° exercées par l'agent désigné en qualité d'expert national en vertu de la décision du 26 juillet 1988 ou du 7 janvier 1998 de la Commission des Communautés européennes ou lorsque la mission est accordée dans le cadre des programmes de l'Union européenne;

3° pour exercer un mandat dans un service public belge.

§ 3. Le caractère d'intérêt général est reconnu aux missions internationales visées à l'article 207, § 2, 3° et 4° lorsqu'elles sont considérées par le ministre comme présentant un intérêt prépondérant soit pour le pays, soit pour un gouvernement ou une administration publique belges.

§ 4. Dans des cas exceptionnels, le caractère d'intérêt général est reconnu à des missions visées à l'article 207, § 2, 1° et 2°, selon les mêmes conditions que celles fixées au § 3 du présent article.

§ 5. Par dérogation au §§ 2 et 3 du présent article, toute mission perd de plein droit son caractère d'intérêt général à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel l'agent a atteint une ancienneté de service suffisante pour pouvoir prétendre à l'obtention d'une pension immédiate ou différée à charge du gouvernement étranger, de l'administration publique étrangère ou de l'organisme international au profit duquel la mission est accomplie.

Art. 211. Pendant la durée d'une mission qui est couverte par des autorisations ultérieures mais qui n'est pas reconnue d'intérêt général, l'agent est placé en non-activité. Dans cette position, il n'a pas droit au traitement et ne peut faire valoir ses titres à la promotion ou à l'avancement dans son échelle de traitement.

§ 2. Iedere ambtenaar kan eveneens met instemming van de Regering aanvaarden :

1° een opdracht bij een instelling van openbaar nut die afhangt van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° een opdracht bij een ministerie of een instelling van openbaar nut die afhangt van de federale overheid, van een ander Gewest, van een Gemeenschap of van de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

3° een internationale opdracht buiten België uitgeoefend, die wordt toevertrouwd hetzij door één van de regeringen van het Rijk of een Belgisch openbaar bestuur, hetzij door een buitenlandse regering of door een buitenlands openbaar bestuur;

4° een internationale opdracht in of buiten België uitgeoefend, bij een internationale instelling;

5° in een ontwikkelingsland.

§ 3. De ambtenaar die wordt aangewezen om een mandaat in een Belgische overheidsdienst uit te oefenen wordt ambtshalve in opdracht geplaatst voor de duur van het mandaat.

Art. 208. De Regering verleent de opdracht voor ten hoogste twee jaar. Zij kan haar verlengen voor telkens maximum dezelfde duur.

Art. 209. § 1. Tijdens de duur van een opdracht die door een eerste machtiging is gedekt, is de ambtenaar met verlof. Dit verlof wegens opdracht wordt niet bezoldigd. Het wordt voor het overige gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§ 2. Het verlof wordt evenwel bezoldigd wanneer de ambtenaar wordt aangewezen als nationale deskundige krachtens de beschikking van 26 juli 1988 of 7 januari 1998 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen tot vaststelling van de regeling die geldt voor nationale deskundigen die bij de diensten van de commissie gedetacheerd zijn. Het kan eveneens worden bezoldigd met instemming van de Regering wanneer de opdracht in het kader van de programma's van de Europese Unie wordt toegewezen.

Art. 210. § 1. Tijdens de duur van een opdracht die door volgende machtigingen is gedekt, wordt aan de ambtenaar verlof verleend indien de opdracht welke hij uitvoert als zijnde van algemeen belang is erkend. Dit verlof wegens opdracht wordt niet bezoldigd. Het wordt voor het overige gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

§ 2. Het karakter van algemeen belang wordt van rechtswege erkend :

1° voor de opdrachten welke de uitoefening van een functie in een ontwikkelingsland bevatten;

2° voor opdrachten uitgevoerd door de als nationaal deskundige aangewezen ambtenaar krachtens de beschikking van 26 juli 1988 of 7 januari 1998 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen of wanneer de opdracht in het kader van de programma's van de Europese Unie wordt toegewezen;

3° om een mandaat in een Belgische publieke overheidsdienst uit te oefenen.

§ 3. Het karakter van algemeen belang wordt van rechtswege erkend voor de internationale opdrachten bedoeld in artikel 207, § 2, 3° en 4° wanneer zij door de minister geacht worden van overwegend belang te zijn hetzij voor het land, hetzij voor een regering of een openbaar bestuur in België.

§ 4. In uitzonderlijke gevallen wordt het karakter van algemeen belang voor de in artikel 207, § 2, 1° en 2° bedoelde opdrachten erkend onder dezelfde voorwaarden dan die vastgesteld in § 3 van dit artikel.

§ 5. In afwijking van §§ 2 en 3 van dit artikel, verliest iedere opdracht van rechtswege haar karakter van algemeen belang vanaf de eerste dag van de maand die volgt op die waarin de ambtenaar een dienstanciënniteit bereikt die volstaat om aanspraak te kunnen maken op het krijgen van een onmiddellijk ingaand dan wel uitgesteld pensioen ten laste van een buitenlandse regering, van het buitenlands openbaar bestuur of van de internationale instelling ten behoeve waarvan de opdracht werd vervuld.

Art. 211. Tijdens de duur van een opdracht die door volgende machtigingen is gedekt doch niet erkend van algemeen belang te zijn, wordt de ambtenaar op non-activiteit gesteld. In die stand heeft hij geen recht op wedde en kan hij zijn aanspraken op bevordering in zijn weddeschaal niet doen gelden.

Pour l'application de l'alinéa premier du présent article, est considéré comme autorisation ultérieure, celle qui couvre toute période ultérieure d'une mission au service du même gouvernement, de la même administration publique ou du même organisme, pour autant que la période considérée ne soit pas séparée par plus de six mois de celle qui la précède.

Art. 212. L'agent qui est chargé d'une mission internationale par le Gouvernement, peut bénéficier d'une indemnité.

Le Gouvernement fixe l'indemnité en tenant compte :

- de la rétribution accordée pour l'exécution de la mission;
- de la durée de la mission, du coût de la vie dans le pays où il remplit sa mission, du rang social correspondant à cette mission ainsi que des charges familiales accrues inhérentes à l'expatriation.

L'indemnité ne peut être accordée si l'agent bénéficie d'avantages équivalents soit en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, soit en raison de l'accomplissement de sa mission. »

Art. 40. Dans l'intitulé du chapitre VI du titre VII du Livre I^{er} du même arrêté, les mots "ou invalidité" sont supprimés.

Art. 41. L'article 216 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant 1^{ère} modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'agent invalide de guerre, le nombre de jours fixé à l'alinéa premier est porté respectivement à 32 et 95. »

Art. 42. L'article 217bis § 1^{er}, alinéa 1^{er} du même arrêté est complété comme suit :

« , ni aux prestations réduites pour convenances personnelles visées aux articles 174 à 174ter. »

Art. 43. L'article 217quater, § 1^{er}, alinéa premier est remplacé par la disposition suivante :

« Art 217quater. § 1^{er}. Sous réserve de l'article 224 et par dérogation à l'article 216, le congé de maladie est accordé sans limite de temps, lorsqu'il est provoqué par :

- 1° un accident de travail;
- 2° un accident survenu sur le chemin du travail;
- 3° une maladie professionnelle. »

Art. 44. A l'article 221 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant 1^{ère} modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "ou d'invalidité" sont supprimés;
- 2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« En application de l'article 163, l'agent est de plein droit en non activité pour toute absence pour maladie injustifiée. Toutefois, le secrétaire général ou le secrétaire général adjoint peuvent convertir l'absence en congé de vacances annuelles. »

Art. 45. Dans l'article 222 du même arrêté, le mot "médicale" est inséré entre les mots "d'inaptitude" et le mot "définitive".

Art. 46. A l'article 224, alinéa premier du même arrêté, les mots "ou d'invalidité" sont supprimés.

Art. 47. Dans l'intitulé de la section 3 du chapitre VI du titre VII du Livre I^{er} du même arrêté, les mots "ou d'invalidité" sont supprimés.

Art. 48. A l'article 225 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant 1^{ère} modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° l'alinéa premier est remplacé par la disposition suivante :

« Sans préjudice de ce qui est prévu pour l'agent en disponibilité pour maladie aux articles 157, 158 et 222, le service de contrôle médical visé à l'article 221, alinéa 1^{er} apprécie si l'agent en congé de maladie est apte à reprendre ses fonctions à raison de demi-jours. »

Voor de toepassing van het eerste lid van dit besluit wordt als volgende machtiging beschouwd, die welke iedere volgende periode dekt van een opdracht in dienst van dezelfde regering, van hetzelfde openbaar bestuur of van dezelfde instelling voor zover de beschouwde periode van de voorafgaande periode niet wordt gescheiden door een termijn die zes maanden overschrijft.

Art. 212. De ambtenaar die door de Regering met een internationale opdracht wordt belast, kan een vergoeding genieten.

De Regering stelt de vergoeding vast rekening houdend met :

- de bezoldiging toegekend ter uitvoering van de opdracht;
- de duur van de opdracht, de levensduurte in het land waar de opdracht wordt uitgevoerd, de sociale rang die met deze opdracht overeenstemt en de verhoogde gezinslasten verbonden aan de expatriatie.

De vergoeding mag niet worden toegekend indien de ambtenaar hetzij krachtens andere wets- of verordeningsbepalingen, hetzij wegens de vervulling van zijn opdracht, gelijkwaardige voordelen geniet. »

Art. 40. In het opschrift van hoofdstuk VI van titel VII van Boek I worden de woorden « of invaliditeit » opgeheven.

Art. 41. Artikel 216 van hetzelfde besluit gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 26 september 2002 tot eerste wijziging van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt aangevuld als volgt :

« Voor de ambtenaar die oorlogsinvalid is wordt het aantal in het eerste lid vastgestelde dagen respectievelijk op 32 en 95 gebracht. »

Art. 42. Artikel 217bis § 1, eerste lid van hetzelfde besluit wordt aangevuld, luidende :

« , noch aan verminderde prestaties om persoonlijke redenen zoals bedoeld in de artikelen 174 tot 174ter. »

Art. 43. Artikel 217quater, § 1, eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Art 217quater. § 1. Onder voorbehoud van artikel 224 en in afwijking van artikel 216, wordt het verlof wegens ziekte zonder tijdsbeperking toegestaan, naar aanleiding van :

- 1° een arbeidsongeval;
- 2° een ongeval op de weg van en naar het werk;
- 3° een beroepsziekte. »

Art. 44. Artikel 221 van hetzelfde besluit gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 26 september 2002 tot eerste wijziging van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in het eerste lid worden de woorden « of invaliditeit » opgeheven;
- 2° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« In toepassing van artikel 163 is de ambtenaar in non-activiteit voor alle niet gewettigde afwezigheden wegens ziekte. Niettemin kunnen de secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal de afwezigheid omzetten in jaarlijks vakantieverlof. »

Art. 45. In Artikel 222 van hetzelfde besluit wordt het woord « medische » tussen het woord « definitieve » en het woord « ongeschiktheidsverklaring » ingevoegd.

Art. 46. In artikel 224, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden « of gebrekkigheid » opgeheven.

Art. 47. In het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk VI van titel VII van Boek I worden de woorden « of invaliditeit » opgeheven.

Art. 48. Artikel 225 gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 26 september 2002 tot eerste wijziging van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt gewijzigd als volgt :

- 1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd wat voor de ambtenaar in beschikbaarheid wegens ziekte bepaald is in de artikelen 157, 157 en 222, oordeelt de medische controle dienst bedoeld in artikel 221, eerste lid of een ambtenaar met ziekteverlof in staat is om zijn ambt weder op te nemen met halve-dagprestaties. »

2° à l'alinéa deux, les mots "en congé de maladie" sont insérés entre les mots "L'agent" et les mots "est soumis".

Art. 49. L'alinéa 3 de l'article 227 du même arrêté est abrogé.

Art. 50. A l'article 228, alinéa 1^{er} du même arrêté, les mots "ou d'invalidité" sont supprimés.

Art. 51. Le premier paragraphe de l'article 236 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant 6^{ème} modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, est complété par un alinéa deux rédigé comme suit :

« Le détachement effectué auprès d'un Gouvernement autre que celui de la Région de Bruxelles-Capitale n'est autorisé que moyennant le remboursement de la rémunération de l'agent détaché. »

Art. 52. A l'article 240 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa premier, le mot "facultatif" est inséré entre les mots "congé politique" et "à raison de";

2° l'alinéa premier, 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° un ou deux jours par mois pour exercer un mandat de :

a) bourgmestre, échevin, président ou membre du bureau permanent du conseil de l'aide sociale, dans une commune comptant jusqu'à 10.000 habitants;

b) conseiller communal dans une commune comptant jusqu'à 80.000 habitants;»

3° à l'alinéa premier est inséré un 2°*bis* rédigé comme suit :

« 2°*bis* un à quatre jours par mois pour exercer un mandat de conseiller communal dans une commune comptant plus de 80.000 habitants;»;

4° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 53. A l'alinéa 2 de l'article 248 du même arrêté, sont supprimés les mots "conformément aux dispositions qui lui sont applicables en matière de réaffectation et de mobilité, visées au chapitre V du titre VI du présent arrêté".

Art. 54. A l'article 250 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant 1^{ère} modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, les mots "et en cas de disponibilité pour maladie ou invalidité," doivent être remplacés par les mots "en cas de disponibilité pour maladie et en cas de démission d'office pour absence injustifiée de plus de dix jours ouvrables,"

Art. 55. L'article 251 du même arrêté est complété par un alinéa deux rédigé comme suit :

« Il est entendu par la commission à sa demande et peut se faire assister par une personne de son choix. »

Art. 56. A l'alinéa 2 de l'article 252 du même arrêté, les mots "sans appel" sont remplacés par le mot "définitive".

Art. 57. L'article 407 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant 1^{ère} modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, est complété comme suit :

« 9° L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 1997 déterminant les modalités particulières d'application de redistribution du travail applicables aux membres du personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale. »

Art. 58. L'agent dont l'épouse ou la personne avec laquelle il vit en couple a accouché depuis le 1^{er} juillet 2002, bénéficie du congé de 14 jours ouvrables fixé à l'article 26 du présent arrêté.

2° in het tweede lid, worden de woorden « met ziekteverlof » ingevoegd tussen de woorden « De ambtenaar » en de woorden « wordt onderworpen ».

Art. 49. Het derde lid van het artikel 227 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 50. In artikel 228, eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden « of invaliditeit » opgeheven.

Art. 51. De eerste paragraaf van artikel 236 van hetzelfde besluit gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 26 september 2002 tot zesde wijziging van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt met een tweede lid aangevuld, luidende :

« De detachering bij een andere Regering dan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering is slechts toegestaan indien de bezoldiging van de gedetacheerde ambtenaar wordt terugbetaald. »

Art. 52. Artikel 240 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden « een facultatief » tussen de woorden « aanvraag » en « politiek verlof » ingevoegd;

2° het eerste lid, 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° één of twee dagen per maand voor de uitoefening van een mandaat van :

a) burgemeester, schepen, voorzitter of lid van het vast bureau van de raad voor maatschappelijk welzijn, in een gemeente tot 10.000 inwoners;

b) gemeenteraadslid in een gemeente tot 80.000 inwoners; »

3° in het eerste lid wordt een 2°*bis* ingevoegd, als luidt :

« 2°*bis* één tot vier dagen per maand voor de uitoefening van een mandaat van gemeenteraadslid in een gemeente van meer dan 80.000 inwoners; »;

4° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 53. In het tweede lid van artikel 248 van hetzelfde besluit worden de woorden « overeenkomstig de regelen inzake wedertewerkingstelling en mobiliteit op hem van toepassing zijn, bedoeld in hoofdstuk V van titel VI van dit besluit » geschrapt.

Art. 54. In artikel 250 van hetzelfde besluit gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 26 september 2002 tot eerste wijziging van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden de woorden « en in geval van beschikbaarheid wegens ziekte of invaliditeit, » vervangen door de woorden « , in geval van beschikbaarheid wegens ziekte en in geval van ontslag van ambtswege wegens ongerechtvaardigde afwezigheid van meer dan tien werkdagen, ».

Art. 55. Artikel 251 van hetzelfde besluit wordt met het tweede lid aangevuld, luidende :

« Hij kan op zijn vraag worden gehoord door de commissie en mag zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze. »

Art. 56. In het tweede lid van artikel 252 van hetzelfde besluit worden de woorden « niet voor beroep vatbaar » vervangen door het woord « definitief ».

Art. 57. Artikel 407 van hetzelfde besluit gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 26 september 2002 tot eerste wijziging van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt aangevuld als volgt :

« 9° Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 maart 1997 tot bepaling van de specifieke nadere regelen ter uitvoering van de maatregelen tot herverdeling van de arbeid toepasselijk op de personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. »

Art. 58. De ambtenaar wiens echtgenote of de persoon waarmee hij samenleeft, bevallen is sinds 1 juli 2002, geniet het verlof van 14 werkdagen bepaald in artikel 26 van dit besluit.

Art. 59. Le ministre ayant dans ses attributions la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 avril 2003.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche Scientifique,

F.-X. de DONNEA

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations Extérieures,

G. VANHENGEL

Art. 59. De minister bevoegd voor Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 april 2003.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

F.-X. de DONNEA

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 2454

[C — 2003/31329]

30 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11;

Vu la loi du 21 août 1987 modifiant la loi organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise, notamment l'article 27, § 3;

Vu l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement, confirmé par la loi du 16 juin 1989, notamment l'article 1^{er}, § 2;

Vu l'article 8, alinéa 2, de l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'Incendie et d'aide médicale urgente, notamment l'article 8, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 13 mars 1991 portant coordination des lois du 28 décembre 1984 et du 26 juin 2000 relatives à la suppression et à la restructuration d'organismes d'intérêt public et des services de l'Etat, notamment les articles 9 et 16;

Vu l'ordonnance du 3 décembre 1992 relative à l'exploitation et au développement du canal, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 17, alinéa 4;

Vu l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'office régional bruxellois de l'emploi, notamment les articles 23, 34 et 35;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale et l'arrêté du 3 octobre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 mars 1997 déterminant les modalités particulières d'application des mesures de redistribution du travail applicables aux membres du personnel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 février 1998;

Considérant la Directive 92/85 du conseil de l'Union européenne du 19 octobre 1992 concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail;

Considérant la Directive 96/34 du conseil de l'Union européenne du 3 juin 1996 concernant l'accord-cadre sur le congé parental conclu par l'UNICE, le CEEP et la CES et son annexe;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 2454

[C — 2003/31329]

30 APRIL 2003. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op de instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op de wet van 21 augustus 1987 tot wijziging van de wet houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten en houdende bepalingen betreffende het Brussels Gewest, inzonderheid op artikel 27, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer, bekrachtigd door de wet van 16 juni 1989, inzonderheid op artikel 1, § 2;

Gelet op artikel 8, tweede lid, van de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, inzonderheid op artikel 8, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 maart 1991 houdende coördinatie van de wetten van 28 december 1984 en van 26 juni 1990 betreffende de afschaffing en de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, inzonderheid op artikelen 9 en 16;

Gelet op de ordonnantie van 3 december 1992 betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 14, vierde lid;

Gelet op de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, inzonderheid de artikelen 23, 34 en 35;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 tot eerste, tweede, derde, vierde en vijfde wijzigingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het besluit van 3 oktober 2002;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 maart 1997 tot bepaling van de specifieke nadere regelen ter uitvoering van de maatregelen tot herverdeling van de arbeid toepasselijk op de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 februari 1998;

Gezien de Richtlijn 92/85 van de Raad van de Europese Unie van 19 oktober 1992 inzake de invoering van maatregelen betreffende het bevorderen van de verbetering van de veiligheid en gezondheid op het werk van de werknemers die zwanger zijn, of bevallen zijn of borstvoeding geven;

Gezien de Richtlijn 96/34 van de Raad van de Europese Unie van 3 juni 1996 betreffende de door UNICE, het CEEP en het EVV gesloten raamovereenkomst inzake ouderschapsverlof en haar bijlage;